

«Aucune de nos actions n'est contraire à la loi»

ANTISÉMITISME Né en France et menacé de dissolution par le ministre de l'Intérieur, le mouvement catholique intégriste Civitas dispose d'une antenne en Suisse. Son responsable donne sa position sur la polémique française et explicite son action

PROPOS RECUEILLIS PAR LUCAS VUILLEUMIER, PROTESTINFO

En France, l'association Civitas fait l'objet d'une procédure de dissolution décidée par le ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin. Lors de l'université d'été du mouvement catholique intégriste, le 30 juillet à Pontmain (Mayenne), l'essayiste Pierre Hillard a avancé que «la naturalisation des Juifs en 1791 ouvre la voie à l'immigration», faisant allusion aux bouddhistes et aux musulmans. Le conférencier, dont l'intervention a été filmée, semble espérer un retour en arrière des autorités françaises sur la question.

Parmi les missions que se donne Civitas dans l'Hexagone figure le retour du catholicisme en tant que religion d'Etat ou l'opposition à la «théorie du genre». En Suisse, l'organisation a créé une antenne en 2021. Quels sont ses objectifs? Et, surtout, cautionne-t-elle les propos tenus par Pierre Hillard? Son responsable, Alain Späth, s'en explique.

La section suisse de Civitas cautionne-t-elle les propos de Pierre Hillard? Il est évident que Civitas Suisse ne cautionne aucunement des idées ou des propos antisémites, sous aucune forme. Les propos de Pierre Hillard, historien, docteur en sciences politiques et certainement l'un des plus grands spécialistes du mondialisme, doivent être placés dans



«L'Eglise catholique romaine a toujours affirmé être la seule véritable Eglise»

ALAIN SPÄTH, RESPONSABLE DE CIVITAS SUISSE

le contexte de la thématique de la conférence [à savoir le naturalisme, ndlr] qui a été retirée de YouTube depuis.

Un relent antisémite y semble pourtant manifeste. Civitas n'est ni d'extrême droite, ni antisémite. Civitas est simplement catholique, c'est-à-dire fidèle à l'enseignement et à la foi enseignée par l'Eglise catholique romaine pendant près de deux mille ans, de sa fondation jusqu'au concile Vatican II. Tous les autres qualificatifs qui nous sont attribués sont des



Manifestation des catholiques intégristes de Civitas lors de l'examen du projet de loi sur le mariage pour tous en France. (PARIS, 4 AVRIL 2013/JULIEN MUGUET/HANSLUCAS.COM)

sophismes utilisés par nos ennemis pour nous disqualifier. Effectivement, quelle personne normale pourrait encore prendre des «fachos» au sérieux?

Comprenez-vous la volonté du ministre Gérard Darmanin de dissoudre Civitas en France?

Depuis sa nomination, Gérard Darmanin a présenté pas moins de 19 procédures de dissolution en Conseil des ministres contre diverses associations, tous bords confondus. Il est visiblement plus facile de s'en prendre à un parti dont les membres sont pour l'essentiel des pères et des mères de famille catholiques qui paient leurs impôts et qui n'ont jamais rien cassé lors de manifestations, que de s'attaquer aux véritables problèmes dont souffrent des millions de Français (baisse du pouvoir d'achat, pauvreté, violences urbaines, islamisation, etc.).

Civitas Suisse se fait moins entendre qu'en France sur le terrain médiatique. La dernière fois, c'était à propos de la série humoristique sur la

RTS de Zep sur Jésus, que Civitas jugeait blasphématoire. Quels sont vos combats? Nous sommes une ligue de défense catholique, en ce sens où nous défendons les principes et les valeurs de la civilisation chrétienne (Dieu, famille, patrie) contre toutes les persécutions dont nos compatriotes et concitoyens font l'objet. C'est pourquoi nous collaborons périodiquement avec des

groupes nationalistes ou protestants, comme lors des votations sur le mariage pour tous.

Votre existence en Suisse est-elle également menacée par les autorités? Civitas Suisse est au service de la nation et de la patrie, donc indirectement de l'Eglise catholique romaine et... de l'Etat. Tous nos membres sont bénévoles et consacrent une part importante de leur temps libre au service du Bien commun, par des cours d'histoire, des ateliers de formation en philosophie politique, des prières publiques, de l'apostolat, mais également des œuvres de charité (visites à des personnes

âgées, à des personnes en grandes difficultés, etc.). Aucune de nos actions n'est contraire à la législation en vigueur et nous nous soumettons à l'Etat de droit. Aujourd'hui, nous n'avons aucune raison de nous sentir menacés par les autorités.

Faites-vous l'objet d'autres menaces?

Chaque manifestation publique de Civitas Suisse s'accompagne de son lot de menaces physiques, surtout par des groupuscules d'extrême gauche, type antifa. Mais elles n'ont jusqu'ici jamais été mises à exécution: il faut dire que nous nous préparons toujours en conséquence et recevons également le soutien dans ces situations de groupes amis, comme Résistance helvétique [organisation d'extrême droite qui milite pour la «survie» de la Suisse, ndlr]. Mais nous faisons surtout l'objet d'attaques morales. Si vous saviez le nombre d'insultes que nous recevons, vous en seriez terrifié.

Vous êtes implantés en Valais, canton catholique, dans un pays toutefois majoritairement influencé par

La Réforme. Comment vous situez-vous vis-à-vis du protestantisme réformé? Le Valais n'est plus un canton catholique depuis 1972. Il ne l'est aujourd'hui plus que culturellement, la séparation de l'Eglise et de l'Etat étant malheureusement, par faute du concile Vatican II, un état de fait. Concernant notre relation au protestantisme réformé, je ne peux me prononcer qu'à titre individuel, le protestantisme reposant sur le principe du libre examen, il y a autant de protestantismes que de protestants. J'ai de nombreux amis protestants. Je les aime et prie pour leur conversion.

La liberté religieuse est-elle un problème pour vous? L'Eglise catholique romaine a toujours affirmé être la seule véritable Eglise et que la religion catholique était la seule véritable religion. Or en acceptant le principe de liberté religieuse, un catholique reconnaît qu'il y aurait d'autres religions vraies et dans lesquelles on pourrait se sauver, ce qui est une erreur, à moins de faire sauter le principe de non-contradiction. ■

EN BREF

La 5G refait surface dans le canton de Fribourg

Après plus d'une année sans aucune autorisation délivrée sur son territoire, le déploiement de la 5G est de nouveau d'actualité dans le canton de Fribourg. Les préfectures ont repris l'examen de plusieurs dizaines de dossiers et de leur lot d'oppositions. Cette évolution fait suite à une décision du Tribunal fédéral de mi-mars dernier, rappelle le site Frapp.ch. Début juin, le quotidien *La Liberté* avait déjà évoqué ce «gros revers» pour les opposants aux projets d'antennes de Swisscom à Rue et à Bossonnens. ATS

Un incendie dans une entreprise de bois

Un impressionnant incendie s'est déclaré mercredi matin à Menznau (LU) sur le site de l'entreprise Swiss Krono AG, active dans les matériaux en bois. Le feu a été globalement maîtrisé dans l'après-midi, mais les travaux d'extinction devaient se prolonger jusque dans la nuit. ATS

MAIS ENCORE

L'armée suisse s'expose Instruction, robotique, intelligence artificielle ou encore drones: l'armée suisse présentera ses activités du 16 au 20 août lors d'une exposition sur la place d'armes de Kloten-Bülach (ZH). Alors que des événements privés auront lieu les deux premiers jours, les trois derniers seront ouverts au public. (ATS)

Nouveau soubresaut sur l'autoroute du Haut-Valais

CHANTIER Après le glissement du tunnel de Riedberg et un tronçon qui s'est révélé trop étroit, c'est au tour d'une rampe d'accès, qui vient d'être achevée près de Rarogne, d'être démontée sur l'A9. Le béton utilisé pour sa construction était de mauvaise qualité

CHAMS IAZ
@lazChams

La construction de l'autoroute A9 dans le Haut-Valais connaît un nouveau contretemps. Une partie de la rampe d'accès qui vient d'être construite près de Rarogne sera entièrement démontée. En cause: l'utilisation d'un béton de mauvaise qualité. «En passant devant le chantier [...] on peut voir [que] les travaux sont bien avancés et [que] les rampes d'accès et de sortie sont reliées au pont existant», décrit le *Walliser Bote*.

Des coûts à hauteur de 400 000 francs

Pourtant, une reconstruction s'impose. C'est «la seule façon de garantir une durée d'utilisation de 80 ans sans restriction», estime Martin Hutter, le chef du service de la construction des routes nationales, dans les colonnes du quotidien haut-valaisan. Des échantillons ont été prélevés sur le béton frais avant d'être testés en laboratoire vingt-huit jours

plus tard. Les résultats de ces essais «se sont révélés insuffisants», déclare-t-il. Le béton coulé n'aurait pas pu résister à la compression, au gel ou au sel de déneigement.

«Si la qualité insuffisante du béton ne s'était révélée comme un vice caché qu'après la mise en service de l'autoroute, la réparation du défaut aurait été beaucoup plus onéreuse», pointe le chef du service de la construction des routes nationales. Environ 32 mètres de cette rampe de 153 mètres seront démolis et les coûts seront supportés par l'entreprise en charge des travaux, soit Frutiger AG.

«La démolition est chiffrée à 150 000 francs, la nouvelle construction à 250 000 francs. Au total, Frutiger AG devra donc prendre en charge des coûts à hauteur de 400 000 francs», détaille le *Walliser Bote*. Le démantèlement de ce bout de rampe débutera à la mi-août et les travaux devraient être achevés d'ici fin octobre.

Le béton coulé n'aurait pas pu résister à la compression, au gel ou au sel de déneigement

«En mars 2022, un tronçon trop étroit de 50 cm [sur 540 mètres de longueur, entre Rarogne et Gampel, ndlr] causait déjà des frais supplémentaires et suscitait les critiques des instances de contrôle fédérales, dans un chantier qui ne voit toujours pas le bout», rappelle de son côté *Le Nouvelliste*. En effet, «la jonction complète de Rarogne est un chantier complexe», résume le *Walliser Bote*. Un croisement a été créé pour relier les rampes d'accès et de sortie au pont existant. Mais pour être praticable, ce pont doit être élargi.

En février dernier, un audit du Contrôle fédéral des finances réalisé à la demande de la Délégation des finances des Chambres fédérales soulignait que cette erreur de largeur de mars 2022 «n'est pas isolée» sur la construction de l'A9. L'Office fédéral des routes «a relevé des lacunes essentielles et systémiques pour la période 2010-2014 au sein du Service de la construction des routes nationales», peut-on lire dans ce rapport.

Les complications sont devenues habituelles sur les chantiers de l'autoroute A9. Celui du tunnel de Riedberg, commencé en 2004, a été à l'arrêt pendant plusieurs années avant de reprendre en 2017, car le terrain s'est avéré mouvant et glissait en direction de la plaine, jusqu'à une dizaine de centimètres par an. La totalité du projet a dû être révisée. ■